



Marché public de prestations de services à bons de commande

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, COMPRIS TERRAINS DE LOISIRS ET SPORTIFS

Personne publique :
Commune d'Arleux
Place Charles de Gaulle
59151 ARLEUX

RÉFÉRENCE : ARLEUX– 2025 – 001

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert :

En application du Code de la Commande publique (Article L2124-2 et R2161-1 et suivants) avec minimum et maximum

Date et heure limites de réception des offres :

20 mai 2025 avant 17h00.

Table des matières

1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR QUI PASSE LE MARCHÉ :	3
2. OBJET DU MARCHÉ :	3
2.1 Description du marché :	3
2.2 Classification CPV :	3
2.3 Procédure de passation :	3
2.4 Forme du marché :	4
2.5 Tranche - Lot :	4
2.6 Options, variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) :	4
2.7 Visite du site :	4
3. DISPOSITION GÉNÉRALES :	5
3.1 Durée et délai d'exécution :	5
3.2 Lieu d'exécution :	5
3.3 Forme de l'accord-cadre :	5
4. MODALITÉS DE LA CONSULTATION :	5
4.1 Type d'opérateurs économiques :	5
4.2 Lot réservé :	6
4.3 Contenu du dossier de consultation (et modification) :	6
4.4 Mise à disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique :	7
5. CONDITION DE REMISE DES CANDIDATURES :	7
5.1 Date et heure limites de réception des plis :	7
5.2 Contenu de la candidature :	7
5.3 Forme juridique du candidat :	9
5.4 Remise des candidatures :	9
6. CONDITION DE REMISE DES OFFRES :	10
6.1 Date et heure limites de réception des plis :	10
6.2 Délai de validité de l'offre :	10
6.3 Contenu de l'offre :	10
6.4 Remise des offres :	11
7. COPIE DE SAUVEGARDE :	12
8. COFFRE ÉLECTRONIQUE :	12
9. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :	13
9.1 Sélection des candidatures :	13
9.2 Jugement des offres :	13
9.3 Négociation :	14
10. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :	14
11. NOTIFICATION ET REMATÉRIALISATION DES OFFRES :	14
13. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :	14
14. MÉDIATION ET RECOURS :	15

1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR QUI PASSE LE MARCHÉ :

Commune d'Arleux

Mairie – Place Charles de Gaulle 59151 ARLEUX

Adresse électronique : mairie@arleux.com

Site internet : <https://www.arleux.fr/>

Téléphone : 03.27.94.37.37

Adresse du profil acheteur : <https://www.marchespublics596280.fr>

Référent administratif et technique : Audrey TROUILLET

Téléphone : 03 61 43 83 82

Adresse électronique : a.trouillet@arleux.com

2. OBJET DU MARCHÉ :

2.1 Description du marché :

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations d'entretien d'espaces verts (tontes, fauchage, ramassage de feuille, désherbage, taille...), pour compléter les prestations réalisées par les services techniques de la commune d'Arleux.

2.2 Classification CPV :

77310000	Réalisation et entretien d'espaces verts
773420000	Taille des haies
77312100	Services de désherbage

2.3 Procédure de passation :

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert. Celle-ci est soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP).

La procédure concerne un accord-cadre mono-attributaire. Chaque lot est attribué à un seul unique opérateur économique.

2.4 Forme du marché :

Marché de services à bon de commande avec montant minimum et maximum.

2.5 Tranche - Lot :

Conformément à l'article L.2113-10 du CCP, le présent accord-cadre est passé en trois (3) lots séparés :

- Lot n°01 – Secteur Sud
- Lot n°02 – Terrains sportifs
- Lot n°03 – Domaine public, terrains de loisirs et réserves foncières

Le **lot n°01** est un **marché réservé** conformément à l'article L.2113-12 du Code de la commande publique. (Entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalentes).

Les prestations ne sont pas décomposées en tranches.

2.6 Options, variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) :

Les options et variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats ne peuvent déposer qu'une offre dite, « offre de base ». Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. Toute variante proposée par les candidats sera rejetée sans examen.

Le rejet d'une variante n'entraînera pas celui de l'offre de base, dès lors que cette dernière est individualisée et distincte de la variante.

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.7 Visite du site :

Sans objet.

3. DISPOSITION GÉNÉRALES :

3.1 Durée et délai d'exécution :

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter de sa notification reconductible tacitement deux (2) fois pour la même durée, sans que la durée totale ne puisse excéder 36 mois.

Date prévisionnelle de début des prestations : 1^{er} juillet 2025

3.2 Lieu d'exécution :

Ensemble du territoire de la commune.

3.3 Forme de l'accord-cadre :

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire conclu avec les montants minimum et maximum annuels suivants par lot :

Lot(s)	Valeur € HT	
	Minimum	Maximum
01	5 000,00	15 000,00
02	5 000,00	35 000,00
03	5 000,00	20 000,00

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure par l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2161-14 du CCP. Ces derniers peuvent être émis jusqu'à la fin de la période de validité du présent accord-cadre.

4. MODALITÉS DE LA CONSULTATION :

4.1 Type d'opérateurs économiques :

L'accord-cadre sera attribué soit à une entreprise générale seule soit à un groupement d'entreprises conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint et ce pour l'exécution de l'accord-cadre, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles, à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En application de l'article R.2142-21 du CCP, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

4.2 Lot réservé :

En application de l'article L.2113-2 du CCP, le lot n°01 « Secteur Sud » est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimal, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

4.3 Contenu du dossier de consultation (et modification) :

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- 01 - Le présent Règlement de Consultation (RC)
- 02 – L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- 03 – Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- 04 – Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- 05 – Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - 05.01 : Plan de situation
 - 05.02 : Périmètre d'intervention pour le lot n°01
 - 05.03 : Périmètre d'intervention pour le lot n°02
 - 05.04 : Périmètre d'intervention pour le lot n°03

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces, il appartient au candidat, le cas échéant, de signaler au pouvoir adjudicateur d'éventuelles anomalies et d'en tenir compte dans sa soumission afin de chiffrer les prestations dans le respect des règles de l'art ; après attribution de l'accord-cadre, plus aucune contestation ne sera acceptée s'agissant de discordances entre les pièces de l'accord-cadre et les contraintes d'exécution des prestations.

De même, en cas d'erreur, d'omission ou de non-conformité aux normes en vigueur dans les documents fournis par le pouvoir adjudicateur, le candidat devra en informer le pouvoir adjudicateur avant la remise de l'offre. En aucun cas il ne pourra prendre prétexte pour modifier ultérieurement son offre (technique et financière). Ce dernier devra donc inclure, dans son offre, l'ensemble des préconisations nécessaires à la mise aux normes des installations.

La collectivité se réserve la possibilité d'apporter **au plus tard 6 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des **modifications** au dossier de consultation. Le délai de remise des candidatures sera éventuellement revu en conséquence.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'ensemble des modifications apportées seront diffusées sur la plateforme de dématérialisation.

4.4 Mise à disposition des documents de la consultation, communications et échanges d'informations par voie électronique :

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Il n'est pas disponible au format papier.

Le dossier de consultation est mis, gratuitement, à disposition à l'adresse suivante :

<https://www.marchespublics596280.fr>

Il est recommandé aux candidats de s'identifier (adresse mail de référence) afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

A défaut d'identification, il appartiendra au candidat de prendre connaissance par ses propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité de la Commune d'Arleux ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Le mode transmission par voie électronique via la plateforme, ci-avant mentionnée, pour l'ensemble des échanges est obligatoire durant toute la phase de la consultation (question du candidat, dépôt de l'offre, demandes de régularisation ou de précisions éventuelles...).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ne sera possible.

5. CONDITION DE REMISE DES CANDIDATURES :

5.1 Date et heure limites de réception des plis :

Tel que fixées en cartouche du présent Règlement de Consultation.

5.2 Contenu de la candidature :

En application des dispositions des articles R.2143-3 et suivants du CCP, le candidat (ou chaque co-traitant en cas de groupement ainsi que les sous-traitants) transmettra à l'appui de sa candidature les documents permettant d'évaluer ses capacités juridiques, techniques, professionnelles, économiques et financières :

Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seuls les marchés spécifiques seront signés à l'issue de la procédure d'attribution.

NB : Les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un candidat de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

L'utilisation du DUME est fortement préconisée mais le candidat peut répondre en candidature classique.

5.2.1 Document unique de marché européen (DUME) :

Le DUME est une déclaration sur l'honneur sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne dans le cadre du principe du « dites-le nous une fois » qui peut être utilisé en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

5.2.2 Document de la candidature classique :

Les formulaires cités ci-après sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **La lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 ou format libre)**, dûment complétée par le candidat et par chacun des cotraitants en cas de groupement, précisant :
 - L'objet de la candidature ;
 - La dénomination sociale du candidat, son adresse et ses coordonnées (téléphone, fax, courriel)
 - Si le candidat se présente seul ou en groupement, dans ce dernier cas préciser la forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire
 - La déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- La déclaration du candidat individuel ou membre du groupement (DC2) dûment complétée et permettant l'évaluation de leurs expériences, capacités professionnelles, techniques et financières, et notamment :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune de ces trois dernières années
 - Des références, sur les trois dernières années, pour des prestations similaires incluant la date du contrat et le destinataire. Ces références devront être présentées à l'appui de certificat de capacité du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du précisant les coordonnées téléphoniques d'un interlocuteur représentant le donneur d'ordre

- La description de l'équipement technique et matériel employé par le candidat pour l'exécution du marché
 - Les certificats de qualification professionnelle dont le candidat dispose ou toute autre référence prouvant la capacité de l'entreprise
 - Pour le lot n°01, déclaration indiquant que le candidat dispose bien d'un agrément EA/ESAT ou qu'il en fait la demande et pourra fournir la preuve au moment de l'attribution de l'accord-cadre
-
- Par dérogation à l'article 9 du CCAG – Fournitures courantes et services (FCS), une attestation d'assurance notoirement solvable justifiant qu'il est assuré, et à jour de ses cotisations, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable en cas de mise en jeu de sa responsabilité civile professionnelle, pour toutes les activités inhérentes à l'exercice normal de sa profession telle qu'elle est définie par les textes qui la régissent, et d'exploitation contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut lui incomber en raison de dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à la personne publique ainsi qu'aux tiers pour tout événement intervenant dans le cadre du présent accord-cadre, et notamment du fait du personnel, des collaborateurs ou de ses produits ;

Conformément aux dispositions de l'article R.243-16 du CCP, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Lorsque le candidat souhaite recourir à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant les opérateurs économiques (ayant la qualité de sous-traitant) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Il doit, en outre, produire un engagement écrit du sous-traitant justifiant qu'il met ses capacités à la disposition du candidat.

5.3 Forme juridique du candidat :

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à participer à la présente procédure. Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés à l'article 4 susvisé.

Le marché pourra donc être conclu avec une entreprise unique ou un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun de ses membres pour ses obligations contractuelles vis-à-vis de la Commune.

5.4 Remise des candidatures :

Les candidats devront obligatoirement remettre leur candidature par voie électronique et exclusivement sur le profil acheteur défini à l'article 1 du présent RC.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (ex : par courrier électronique) ne sera acceptée.

CONSEILS POUR PERMETTRE UN DEPOT DANS DE BONNES CONDITIONS :

Nommage des fichiers et dossier

Il est souhaité que le candidat précise le NOM DE LA PIECE (exemple DC1, DC2...) puis le NOM DE LA SOCIETE. Exemple : DC1_SOCIETE

Il est conseillé d'éviter :

- Les accents et tous les caractères spéciaux
- Les intitulés trop longs

Arborescente et zippage des dossiers

Il est conseillé de zipper le moins possible les dossiers et d'éviter les arborescences trop complexes (cascades de dossier) pour éviter les échecs de dépôt.

Délais de transmission électronique

Il est conseillé d'anticiper le chargement des pièces afin de s'assurer que la transmission électronique soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limite de dépôt.

Spam/courrier indésirable

Le candidat est invité à s'assurer que les messages envoyés par la plateforme du profil acheteur ne sont pas traités comme des courriers indésirables.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

6. CONDITION DE REMISE DES OFFRES :

6.1 Date et heure limites de réception des plis :

Tel que fixées en cartouche du présent Règlement de Consultation.

6.2 Délai de validité de l'offre :

La durée de validité des prix est de 120 jours à compter de la date de remise des offres fixée au présent règlement de consultation.

Lorsque l'offre n'est pas signée, le candidat s'engage à maintenir l'ensemble de ses propositions techniques et financières jusqu'à expiration de ce délai.

6.3 Contenu de l'offre :

Chaque candidat doit produire un dossier comprenant l'ensemble des pièces visées ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement (AE) dûment complété et ses annexes éventuelles : en cas de sous-traitance le candidat devra joindre les demandes d'acceptation et d'agrément

des conditions de paiement. En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre l'ensemble des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- Le(s) Bordereau(x) de Prix Unitaires et Détail Quantitatif Estimatif intégralement complété(s)
- Une attestation signée par la personne habilitée à engager l'opérateur économique dans laquelle le candidat déclare avoir pris connaissance et accepté sans réserve le CCAP et le CCTP ainsi que leurs annexes éventuelles
- Un mémoire technique comprenant les éléments de réponses à l'ensemble des exigences exprimées par le présent marché et notamment :
 - Les moyens humains et matériels dédiés à l'exécution du marché (composition de l'équipe, profil de l'encadrant...)
 - La méthodologie et l'organisation pour chaque type d'intervention (suivi de la prestation : tableau de bord, feuille de route...)
 - Les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des personnes (public et personnel) et des biens lors des interventions
 - Méthodologie et moyens que le candidat s'engage à mettre en œuvre pour assurer le respect des obligations d'égalité de traitement des usagers et de respect de la laïcité et de la neutralité pour l'exécution du contrat.
 - Note environnementale présentant les mesures prises par le candidat en faveur de l'environnement (actions menées, émission carbone, formation...), et notamment pour assurer le bon déroulement de l'évacuation des déchets, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets issus de la réalisation des prestations du présent marché (ou leur valorisation), ainsi que la ou les décharges (s) agréées(s) à laquelle le candidat fera appel.
 - Et tout autre élément qui pourrait paraître pertinent au regard des motivations et exigences de la collectivité

Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seuls les marchés spécifiques seront signés à l'issue de la procédure d'attribution.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. A défaut, le pouvoir adjudicateur peut, conformément à l'article R.2151-12, « exiger que les soumissionnaires joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application de l'article R.2151-6. Il n'impose pas de traduction certifiée sauf lorsque cela est justifié par une raison impérieuse générale ».

6.4 Remise des offres :

Les candidats devront obligatoirement remettre leur offre dans les mêmes conditions de remise des candidatures reprises à l'article 5.4.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

7. COPIE DE SAUVEGARDE :

La copie de sauvegarde contient, en pli séparé, le dossier de candidature et le dossier d'offre.

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être sur support physique électronique (Clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse de la collectivité, comme mentionné à l'article 1 du présent RC, sous pli scellé et comporte obligatoirement :

- La mention lisible « **copie de sauvegarde** »
- Le nom du candidat
- L'identification de la procédure (référence du marché)

Sous réserve qu'elle lui soit parvenue dans les délais de dépôt, la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans un des deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique
- Lorsqu'il est impossible d'ouvrir la candidature depuis la plateforme du profil acheteur

8. COFFRE ÉLECTRONIQUE :

Afin de réduire les délais de notification du marché, le candidat est invité à utiliser l'espace de stockage numérique sur le profil acheteur ou joindre à son dossier de candidature les pièces justifiant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu à l'article R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ainsi que :

- Un extrait K-Bis de moins de 3 mois
- Une attestation de vigilance URSSAF de moins de six mois « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales »
- Une attestation de régularité fiscale du mois m-1

S'il a recours au coffre électronique, il veillera à mettre régulièrement à jour ces pièces et devra l'indiquer explicitement dans son dossier.

9. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

9.1 Sélection des candidatures :

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-3 du CCP, la vérification des capacités des candidats peut avoir lieu, au plus tard, avant l'attribution du marché.

La collectivité pourra procéder à régularisation des candidatures, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-5 du Code de la commande publique. Le candidat disposera alors d'un délai de 4 jours à compter de l'envoi de la demande.

A défaut d'exactitude ou de complétude, la candidature sera rejetée.

Les candidatures reçues hors délais sont éliminées.

En application des articles R.2142-6 à R.2142-14 du CCP, les candidatures qui ne présenteront pas de garanties professionnelles, techniques, économiques et financières suffisantes ne seront pas admises.

9.2 Jugement des offres :

Les offres reçues hors délais sont éliminées.

Conformément à l'article R.2152-7 du CCP, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères de jugement pondérés suivants :

CRITERE	EVALUATION	PONDERATION
1 - Prix de la prestation	Le prix sera apprécié au regard du montant total HT du DQE Calcul = (valeur de l'offre la moins disante / valeur de l'offre du candidat) * note maximale	40
2 – Valeur technique		60
2.1-	Moyens humains et matériels dédiés à l'exécution du marché	30
2.2 -	Méthodologie et l'organisation pour chaque intervention	20
2.3 -	Moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des personnes (public et personnel) et des biens lors des interventions	5
2.4 -	Critère environnemental au regard de la note	5

La note finale du candidat correspond à la somme des notes obtenues à chacun des critères.

Les offres sont ensuite classées par note décroissante. En cas d'ex aequo, c'est le classement au critère le plus important qui départagera les candidats.

9.3 Négociation :

Il n'est pas prévu de négociation avec les candidats.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

Pour obtenir tous les renseignements administratifs et techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront impérativement faire parvenir une demande écrite via la plateforme du profil acheteur (article 1 du présent RC) **au plus tard dix (10) jours** calendaires avant la date de remise des offres.

Conformément à l'article R.2132-6 du CCP, ces renseignements complémentaires seront communiqués à l'ensemble des candidats qui se sont identifiés au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres. Ils seront, par ailleurs, accessibles en ligne librement et directement.

11. NOTIFICATION ET REMATÉRIALISATION DES OFFRES :

S'agissant d'une procédure formalisée, un délai de 16 jours sera respecté entre la notification de rejet aux entreprises non retenues et la signature du marché avec l'entreprise retenue. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone sur les motifs de rejets des candidats.

A l'issue de la procédure, les documents transmis par l'attributaire pressenti, par voie électronique, seront rematérialisés. Aussi l'attribution donnera lieu à la signature manuscrite des pièces de l'accord-cadre, ainsi que de l'ensemble des pièces annexes, sur un support papier, sans que l'attributaire concerné ne puisse s'y opposer.

Aucune indemnité ne sera versée aux soumissionnaires, quel que soit le classement de leur offre.

13. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :

Les informations recueillies dans le cadre de la procédure peuvent faire l'objet d'un traitement informatique destiné à analyser la candidature ou l'offre.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, la collectivité dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui la concerne.

14. MÉDIATION ET RECOURS :

Médiateurs/trices des Hauts de France :

Chantak.leclercq@dreets.gouv.fr

Andre.clety@dreets.gouv.fr

Fatima.djediden@dreets.gouv.fr

La juridiction compétente pour tout recours relatifs à la présente consultation est le :

Tribunal administratif de Lille

Téléphone : 03 59 54 23 42

Fax : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Conformément aux dispositions des articles L.551-1 et R.551-1 du Code de justice administrative, **référé précontractuel** avant la conclusion du contrat dans un délai de
 - 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat
 - 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectué
- **Recours en contestation de validité du contrat** : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L.521-1 du Code de justice administrative)

Une fois exécutoire, l'accord-cadre peut être consulté pour toute personne qui en fait la demande expresse, auprès du service des marchés publics (dans les limites fixées par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative notamment à la communication des documents administratifs).